

Réforme de l'université en France : « Pas à la sauvette »

dimanche 29 juillet 2007, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 26 juillet 2007).

Pétitions, assises, rassemblement syndical unitaire, les conditions d'un mouvement de rejet de la loi sur la réforme des universités prennent forme.

Le CPE l'a montré : une loi votée peut encore être démontée par la rue. Le gouvernement profite de l'été pour faire passer son projet « à la sauvette » (titre d'une pétition de rejet de la loi dite de « liberté des universités » et « d'autonomie renforcée »). Mais, même si cela prend du temps, la riposte peut s'organiser et s'approfondir d'autant.

Lundi 23 juillet, une conférence de presse unitaire était donnée dans les locaux du Syndicat national de l'enseignement supérieur de la FSU (Snesup), pour présenter un large front syndical, associatif, en construction avec le soutien des partis politiques (PCF, PS, Verts) et demandant l'abandon du projet. Même le PS pourrait, semble-t-il, faire évoluer son approche initiale, abstentionniste, vers un vote contre. Cette initiative résulte de débats syndicaux nourris, et de premières initiatives, dont des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche début juillet.

Le secrétaire général du Snesup, Jean Fabri, a ouvert la conférence de presse en expliquant qu'avec la loi Pécresse, on est en train de « *basculer dans une autre époque* » pour l'université. Avec une remise en cause de plusieurs libertés fondamentales : libertés démocratiques, avec une rupture du fonctionnement collégial au profit d'un « *président chef d'entreprise* » élu par un conseil d'administration aux effectifs restreints (président qui peut, par ailleurs, n'avoir aucun lien direct avec l'enseignement, mais d'autres liens avec le monde économique). Rupture avec les traditions de « *libertés scientifiques sur les savoirs* », notamment par les critères retenus de recrutement autoritaire possible des enseignants-chercheurs, contre l'avis des instances scientifiques de l'université. La CGT dénonce en outre la possibilité de représenter le monde économique exclusivement par les patrons, sans les syndicats.

Danièle Lochak, de la Ligue des droits de l'Homme, a expliqué pourquoi son association prend part à ce combat. Pour elle, la « *liberté de la recherche n'est pas l'autonomie purement concurrentielle, qui va à l'encontre de l'égalité, entre les universités, entre enseignants et entre étudiants* ». Elle dénonce de nouveaux statuts plus « *formatés* », alors qu'on dit vouloir plus d'autonomie. Elle s'inquiète du barrage renforcé de l'accès à l'université pour les étudiants étrangers, notamment avec les lois Sarkozy et le filtrage des « bons » étudiants dès le pays d'origine.

Ont signé également l'appel l'Unsa, Solidaires, l'Union nationale des lycéens (UNL), Attac, le Syndicat de la magistrature, Sauvons la recherche, RESF, la JEC, la FCPE. Manque encore l'Unef, que les organisateurs espèrent présenter pro-chainement. « *Nous ne prenons pas de vacances* », explique J. Fabri. Des assemblées générales auront lieu en septembre, et des actions décidées en lien avec celles prévues dans toute l'Éducation nationale.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2216 du 26 juillet 2007.